



CSA-SD du 6 septembre 2023.

Déclaration pour l'Unsa Éducation.

Madame la Directrice Académique, mesdames et messieurs les membres du CSA-SD,

Les rentrées se suivent et leurs lots d'annonces tous azimuts perdurent. La course en avant de nos politiques touche notre actualité, sans préparation, sans logique, sans connaissance de notre métier, avec malheureusement, une visée plus symbolique et médiatique que pédagogique.

Pour ce cru 2023, abaya, uniforme pour les élèves des quartiers prioritaires uniquement, rentrée anticipée pour les élèves en difficultés, vacances trop longues... la liste d'annonces, de projets voire d'enquêtes d'opinions déguisées s'allonge tous les jours.

Une bonne rentrée, c'est se dire que chaque élève de l'Ecole Publique puisse avoir les mêmes chances de réussite, que chaque élève bénéficie des meilleures conditions d'apprentissage possibles, que chaque enseignant bénéficie des meilleures conditions de travail.

Une bonne rentrée engendre confiance, plaisir d'apprendre, plaisir d'enseigner.

Or, l'analyse de quelques sujets d'actualité semble questionner ces principes :

* le **calendrier** : les élèves français font encore partie de ceux qui ont, à l'année, le plus d'heures de classe en Europe, mais la seule annonce concernant les rythmes scolaires semble se résumer à des vacances « trop longues ». Ajouter encore du temps de classe pour les élèves en difficulté ne semble pas opportun. Au contraire, améliorer les conditions d'apprentissage pour tous, permettrait de mieux lutter contre la difficulté scolaire.

* les **remplacements** : le 100 % annoncé à grands renforts de médias ne sera bien évidemment pas atteint, en tout cas, pas par des enseignants diplômés.

Dans le 1^{er} degré, tous les remplacements ne pourront être assurés, même avec de la bonne volonté et le recrutement de contractuels.

Dans le second degré, combien d'AED auront été utilisés pour assurer un pseudo remplacement au détriment de leurs nombreuses autres tâches.

* l'**éducation prioritaire** : parmi les annonces de notre nouveau Ministre, l'éducation prioritaire n'est nullement mentionnée si ce n'est pour rentrer de façon anticipée le 20 août ou réserver la primeur d'un test de l'uniforme aux élèves concernés.

Par contre, la rénovation de la carte de l'éducation prioritaire ne semble plus être une urgence pour le gouvernement. Elle serait pourtant un levier indispensable pour garantir l'équité, principe essentiel de l'Ecole Publique. Elle semble avoir disparu du projet.

Le Tarn reste le seul département de l'Académie à compter des écoles orphelines et attend avec impatience depuis 2017 la modification de cette carte. Plusieurs écoles font partie des quartiers les

plus pauvres de France, il est d'une grande injustice qu'elles ne puissent toujours pas bénéficier de moyens à la hauteur de leurs besoins. Madame la DASEN , nous vous savons très attentive à ce sujet et vous en remercions. Les moyens dont ces écoles ont besoin nécessitent une vraie volonté du Ministre.

* Nouveauté cette année : l'élargissement des **évaluations nationales** de CP et CE1, aux élèves de CM1. L'Unsa Éducation demande toujours une compensation réelle de la surcharge de travail supplémentaire.

* Une **annonce positive** à noter malgré tout : positionner à nouveau les épreuves de spécialité du baccalauréat en juin. Cela démontre aussi que les décisions de M. Blanquer allaient à l'encontre du bon sens comme dénoncé depuis plusieurs années. Malheureusement, l'annonce tardive par voie de presse va compliquer, encore, le travail de programmation des enseignants, qui encore, s'adapteront.

Parce qu'il faut y croire, nous continuerons à nous battre pour plus de moyens pour tous, moyens humains, (ouvertures de classes, postes d'adjoints, postes RASED, postes de remplaçants), moyens financiers (augmentations de salaires, améliorations des carrières de tous, enseignants, AESH, AED), avec une idée fixe : aider au mieux nos élèves à apprendre !

Dans le Tarn, chaque élève a eu un enseignant le 4 septembre. Quelle a été la situation dans le second degré où nationalement, 19 % des postes étaient non pourvus à l'issue du concours ? Notre métier souffre encore et plus que jamais d'un manque d'attractivité.

La situation de la médecine scolaire ne semble pas plus avantageuse, nous souffrirons encore cette année d'un gros manque de médecins. C'est tout un pan de la prévention en matière de santé en France qui se voit amputé, et avec lui, une mission forte de service public qui est en train de disparaître.

Il en est de même de l'état de la médecine de prévention des personnels.

Pour revenir sur ce qui nous réunit aujourd'hui, à savoir la carte scolaire 1^{er} degré, comment ne pas reparler du max 24. Une fois de plus, une annonce politico-médiatique, fausse bonne idée, qui engendre bien plus de soucis qu'elle n'en résout.

La carte scolaire a donc été construite avec ce prisme qui a généré parfois incompréhension, parfois injustice, avec en bonus, un surcroît de travail forcé, plus mathématique et comptable que pédagogique.

Profiter d'une baisse globale des effectifs pour améliorer les conditions de travail de nos collègues et les conditions d'apprentissage de nos élèves aurait été une solution, nous regrettons encore que cette piste n'ait pas été choisie.

Nous restons ambitieux pour l'école publique, et nous continuons à croire qu'on ne peut économiser sur l'avenir. Nous portons la voix de celles et ceux qui veulent une école qualitative et pas quantitative.

Madame la Directrice Académique, mesdames et messieurs les membres du CSA-SD, nous vous remercions.